

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
Z.A de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE

**LES COUTUMES D AUNEUIL
ZONE INDUSTRIELLE
60390 Auneuil**

Références : IC-R/470/25-CB/MC
Code AIOT : 0005100850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté LES COUTUMES D AUNEUIL ZONE INDUSTRIELLE 60390 Auneuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE
- LES COUTUMES D AUNEUIL ZONE INDUSTRIELLE 60390 Auneuil
- Code AIOT : 0005100850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCES est autorisée sur son site d'Auneuil à exploiter une installation de fabrication de plaques de plâtre.

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 29 mars 2009, complété notamment par les arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2017 autorisant la création d'un second ouvrage de prélèvement d'eau souterraine ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2019 relatif aux garanties financières ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 8 mars 2023 modifiant les valeurs d'émissions des rejets atmosphériques et actualisant le classement ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 08/03/2023, article 4	Sans objet
2	Conditions générales de rejet	AP Complémentaire du 08/03/2023, article 6.1 et 6.2	Sans objet
3	Valeurs limites en concentration et flux dans les rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 08/03/2023, article 6.3 et 6.4	Sans objet
4	Ressources en moyens d'extinction	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a eu pour objet la thématique des rejets atmosphériques.

L'exploitant a déclaré ne plus alimenter son bruleur cuiseur avec du fioul de substitution. Il est donc demandé à l'exploitant d'évaluer les impacts éventuels de ce changement sur le classement de l'établissement.

Concernant les rejets atmosphériques, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le rapport du prochain contrôle des rejets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2023, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Combustion

Prescription contrôlée :

Rubriques de la nomenclature des installations classées

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est la suivante :

[...]

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques	Régime
2910-B-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW	Broyeur cuiseur : 17,608 MW Puissance totale : 17,608 MW Combustible : fioul de substitution	A

[...]			
2910-A-1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant</p>	<p>Séchoir : 24,7 MW Chaudière T1 : 436 MW Radiants (28) : 1 873 MW Aérotherme : 429 kW Chauffe-eau : 14,2 kW</p> <p>Puissance totale : 28,45 MW</p> <p>Combustible : gaz naturel</p>	E

	du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW		
--	--	--	--

[...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a été interrogé sur les installations de combustion présentes sur son site. En effet, l'établissement apparaît dans différents registres de déclaration.

Le registre MCP de recueil des données concernant les installations de combustion moyennes indique une déclaration d'installation sous le nom de "AUNEUIL COGENERATION SINIAT" pour l'entreprise COGESTAR 3 avec un début de d'exploitation au 31/01/2018 pour un appareil de 8,5 MW.

L'exploitant a indiqué qu'il s'agit d'une installation de cogénération appartenant à DALKIA et exploitée par DALKIA, située sur une parcelle qui est dédiée à DALKIA. ETEX achète l'air chaud en provenance de cette installation de combustion pour alimenter le séchoir.

L'approvisionnement en air chaud a lieu pendant une période fixe allant du 01/11 au 31/03.

L'établissement apparaît également dans une extraction de données concernant les demandes de certification biomasse pour une installation de "GDF SUEZ ENERGIE SERVICES POUR SINIAT" de 14 MW alimentée en "plaquettes forestières et assimilées". L'exploitant a indiqué que cette déclaration a été réalisée en anticipation d'un projet dont le dossier est en cours de réalisation. Ces 2 déclarations ne concernent pas les installations d'ETEX directement.

L'inspection a interrogé l'exploitant sur son installation de "broyeur cuiseur". L'installation est classée au titre de la rubrique 2910-B-2 sous le régime de l'autorisation pour l'exploitation de cet équipement, de puissance totale 17.608 MW et fonctionnant au "fioul de substitution".

L'exploitant a indiqué que l'équipement est capable de fonctionner avec ce combustible ainsi qu'au gaz naturel. A l'origine, c'est le fioul qui était le plus utilisé mais l'exploitant indique privilégier exclusivement le gaz naturel depuis 4 ou 5 ans. L'exploitant a indiqué toujours détenir des cuves de stockage pour ce fioul, non vidées et non nettoyées.

L'exploitant a déclaré vouloir pérenniser l'usage du gaz naturel.

L'inspection a indiqué que l'usage exclusif et permanent du gaz naturel pour cet équipement entraîne un changement la classification de l'établissement au titre de la rubrique 2910 de combustion. En effet, l'établissement est classé 2910-B-2 au régime de l'autorisation pour l'utilisation de ce broyeur cuiseur au fioul de substitution. Une utilisation exclusive de gaz naturel entraîne une modification de ce classement, le classant au titre de la rubrique 2910-A sous le régime de l'enregistrement. L'établissement est déjà classé pour cette sous-rubrique pour une

puissance totale de 28,45 MW. L'ajout du broyeur cuiseur donnerait une puissance totale de 46,058 MW (inférieur au seuil de soumission à la rubrique 3110).

L'inspection a demandé à l'exploitant d'évaluer les impacts éventuels de l'arrêt définitif de l'utilisation du fioul de substitution pour le gaz naturel sur le classement de l'établissement et de porter à la connaissance du préfet cette modification, s'il souhaite la faire.

L'inspection attire également l'attention de l'exploitant sur les évolutions récentes de la réglementation applicable aux installations de combustion de taille moyenne, notamment les modifications introduites par la transposition de la directive européenne MCP dans le droit français. En effet, l'établissement ETEX à Auneuil est concerné par cette directive (puissance thermique nominale de combustion comprise entre 5 et 50 MW).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Il est demandé à l'exploitant d'évaluer les impacts éventuels de l'arrêt définitif de l'utilisation du fioul de substitution pour le gaz naturel sur le classement de l'établissement et de porter à la connaissance du préfet cette modification, s'il souhaite la faire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions générales de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/03/2023, article 6.1 et 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 6.1 : conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	A u t r e s caractéristiques
1	Broyeur cuiseur	P u i s s a n c e thermique nominale : 17,608 MW	Gaz naturel Fioul de substitution	60 t/h de plâtre
2	Séchoir - zone préchauffage	P u i s s a n c e thermique nominale : 3 MW	Gaz naturel	1 brûleur
3	S é c h o i r - échangeur	P u i s s a n c e thermique nominale : 21,7 MW	Gaz naturel	3 brûleurs
4	Refroidisseur	/	/	Echangeur air/air

Article 6.2 : Conditions générales de rejet :

N° de conduit	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm3/h)	V i t e s s e m i n i m a l e d'éjection (m/s)
1	40	1	56 000	10
2	17,6	1,4	52 000	10
3	17,6	1,7	58 000	2
4	15	1,3	70 000	13

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m3/h rapporté à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Constats :

L'inspection a procédé au contrôle des débits nominaux et vitesses minimales d'éjection par conduit.

L'exploitant a présenté les derniers rapports d'essais de mesures atmosphériques ayant eu lieu :

- du 12 au 14/03/2025 pour les conduits n°1 et n°4;

- le 27/05/2025 pour les conduits n°2 et n°3.

Le rapport montre des résultats conformes pour les 2 paramètres (débit nominal et vitesse minimale d'éjection) pour les conduits n°1, 2 et 3.

Pour le conduit n°4 (refroidisseur), le rapport indique un débit nominal de 45 102 Nm3/h (pour 70 000 Nm3/h donc conforme) et une vitesse d'éjection de 12,3 m/s (pour une vitesse minimale de 13 m/s).

L'inspection a consulté le rapport du contrôle inopiné, réalisé par BUREAU VERITAS du 29 au 30 avril 2025, donc postérieurement au contrôle annuel de l'exploitant, qui montre des résultats conformes aux prescriptions pour ce rejet (16.8 m/s de vitesse d'éjection et 37 900 Nm3/h de débit).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le prochain rapport de mesures sur les rejets atmosphériques afin de confirmer le retour à la conformité concernant la vitesse d'éjection du conduit n°4.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Valeurs limites en concentration et flux dans les rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 08/03/2023, article 6.3 et 6.4**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE**Prescription contrôlée :****Article 6.3 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux conditions normalisées données à l'article précédent.

Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Concentration en O ₂ de référence	10%	A u c u n e c o r r e c t i o n	10%	A u c u n e c o r r e c t i o n
Poussières	30	10	10	30
S O x e n équivalent SO ₂	300	35	35	/
N O x e n équivalent NO ₂	500	120	120	/
CO	100	100	100	/
COVNM	/	110	110	/

Article 6.4 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux en kg/h	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4
Poussières	1,28	0,44	0,44	2,10
S O x e n équivalent SO ₂	16,80	1,96	3,15	/
N O x e n équivalent NO ₂	28,00	6,24	10,80	/
CO	5,60	5,20	9,00	/

COVNM	/	5,72	9,00	/
-------	---	------	------	---

Constats :

L'inspection a procédé au contrôle du respect des valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques pour les paramètres : poussières, SOx, NOx, CO et COVNM.

L'exploitant a présenté les derniers rapports d'essais de mesures atmosphériques réalisés par l'APAVE, qui ont eu lieu :

- du 12 au 14/03/2025 pour les conduits n°1 et n°4;
- le 27/05/2025 pour les conduits n°2 et n°3.

Les rapports montrent des résultats conformes pour les 5 paramètres (poussières, SOx, NOx, CO et COVNM) pour les conduits n°1, n°2 et n°4.

Pour le conduit n°3, raccordé au séchoir-échangeur, les valeurs de rejets sont conformes pour les paramètres poussières, NOx, CO et COVNM. Le rapport du 27/05/2025 indique :

- une concentration en SOx, en équivalent SO2 de 140 mg/Nm3 pour une valeur limite fixée à 35 mg/Nm3 ;
- un flux en SOx, en équivalent SO2, de 3,67 kg/h pour une valeur limite fixée à 3,15 kg/h.

Face à ce constat, l'exploitant a indiqué que les valeurs mesurées sur le SOx étaient aberrantes et a fait réaliser une contre analyse pour ce paramètre sur ce rejet. Les mesures ont été réalisées le 10/10/2025 par l'APAVE. Le rapport indique une concentration en SOx, en équivalent SO2 de 0,1 mg/Nm3 avec un flux 0,0035 kg/h. Qui sont des valeurs conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Ressources en moyens d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2018, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 26 mars 2009 relatives au stockage de polystyrène expansé sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une réserve d'eau constituée au minimum de 2 000 m³ garantie en toute circonstance et aménagée d'une aire d'aspiration stabilisée permettant la mise en œuvre d'engins incendie et équipée de 3 cannes d'aspiration munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Ces dispositifs de raccord sont réceptionnés à l'initiative de l'exploitant par le centre de secours d'Auneuil ; • une réserve d'émulseurs de 2 m³ utilisable par les sapeurs pompiers, conditionnée en containers de 1 m³ possédant un trou d'homme en partie haute et un robinet en partie basse ; • des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles. <p>[...]</p>

Par ailleurs, trois poteaux incendie sont présents à l'extérieur du site, dont un à l'entrée de l'établissement.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a expliqué que sa réserve d'eau incendie dispose d'un volume de 5000 m³. Elle est alimentée par les eaux pluviales et de lavage des ateliers de fabrication.

Cette même eau peut être pompée pour les besoins du process, c'est pourquoi son volume est surveillé pour garantir la disponibilité de 2000 m³ d'eau pour l'usage en cas d'incendie. Lorsque le seuil de 2200m³ est atteint, le pompage est impossible.

Cette réserve dispose de 6 capteurs de niveaux. A chaque capteur correspond un seuil d'alerte différent. :

- Seuil 0 - Bassin vide - fixé à 0 m³
- Seuil 1 - Seuil de réserve pour lutte incendie - fixé à 2000m³
- Seuil 2 - Niveau d'arrêt des pompes - fixé à 2200 m³
- Seuil 3 - Redémarrage des pompes après arrêt sur seuil 2 - fixé à 2600 m³
- Seuil 4 - Niveau avant surverse du bassin - fixé à 4300 m³
- Seuil 5 - Niveau de surverse du bassin - fixé à 5000 m³

Le niveau du bassin incendie est visible en temps réel sur les écrans de la salle de contrôle.

Lors de la visite terrain, l'inspection s'est rendue en salle de contrôle et a constaté que le niveau du bassin était de 2568,4 m³.

L'exploitant a transmis le certificat de réception du bassin, signé par le SDIS le 20/03/2018. Ce rapport précise que les 3 cannes d'aspiration ont été testées dans le cadre de cette réception. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des 3 cannes d'aspiration.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de 2 IBC de 1 m³ étiqueté "EMULSEUR A DISPOSITION DES POMPTIERS - BIO FILMOPOL 3" (Additif pour feu d'hydrocarbure). Ces équipements étaient accessibles.

L'exploitant a indiqué que cette réserve d'émulseur résulte de l'utilisation du fioul de substitution pour l'installation Broyeur cuiseur (cf point de contrôle n°1). L'exploitant a transmis un rapport d'analyse d'un échantillon de cet émulseur, daté du 21/03/2025 et évalué comme conforme par l'entreprise BIOEX. Par ailleurs, l'exploitant a déclaré que cet émulseur étant sans PFAS.

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention de la société TRIANGLE INCENDIE, réalisée par la société du 20 au 31 octobre 2025, relatif au dernier contrôle des extincteurs du site. Le rapport fait état d'un certain nombre d'extincteurs indiqués comme non fonctionnels.

L'exploitant a transmis un devis (n° DV25112399) de la société TRIANGLE INCENDIE du 04/11/2025, avec bon pour accord signé le 05/11/2025 pour la remise en état du parc d'extincteurs du site.

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle des poteaux incendie présents sur la voirie communale, réalisé par VEOLIA le 11/09/2025. Le rapport indique que les poteaux incendie sont fonctionnels et en bon état.

Lors de la visite, l'inspection a procédé, par sondage, au contrôle des extincteurs : les extincteurs

64, 330 et 403 sont en bon état, accessibles et mentionnent un contrôle réalisé en octobre 2025.

Type de suites proposées : Sans suite